

La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE PARTAGE

« Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée. » V. HUGO

N° 1224

JANVIER 2022

SOMMAIRE

• RÉFLEXION

page 2 *Biodiversité, climat et question sociale*
Guy ÉVRARD analyse les liens entre l'Homme, le système écologique dans lequel il s'est construit, et le système social qu'il s'est construit.

page 9 *Le monde d'après*
François CHATEL s'inquiète du tournant biotechnologique pris par nos sociétés modernes, exacerbé par notre système économique capitaliste.

• TRIBUNE

page 8 *Les multiples facettes de la transition énergétique*
Jacques HAMON exprime son interrogation sur les solutions disponibles pour répondre à nos besoins énergétiques.

• COURRIER DES LECTEURS

page 14 **Guy GOUREVITCH** réagit à la publication de l'article de François Chatel, "Socialisme sans issue".

L'humanité et la biosphère sont intrinsèquement liées sur notre planète. Guy Évrard met en perspective le respect et la préservation du vivant avec une réflexion sur notre système social moderne. Notre organisation et nos fonctionnements peuvent-ils se satisfaire du modèle économique capitaliste et ses corollaires sociaux pour envisager une cohabitation durable ?

Biodiversité, climat et question sociale

Le 22 septembre 2021, je reçois le même jour deux revues auxquelles je suis abonné, titrant respectivement en couverture: «Biodiversité et climat», *La Recherche*⁽¹⁾ et «Agir pour la biodiversité et le climat», *La Terre*⁽²⁾. Cette convergence des titres n'est pas fortuite puisque le Congrès mondial de la nature de l'UICN vient de s'achever à Marseille, et que la COP 26 pour le climat puis la COP 15 pour la biodiversité, sont attendues dans les prochains mois. Et alors que de violents épisodes climatiques se sont multipliés au cours de l'été en différentes régions du globe, le GIEC commence à dévoiler son 6^{ème} rapport⁽³⁾, confirmant avec insistance le dérèglement climatique et les conséquences probables pour les peuples sous diverses latitudes.

Ces évènements, médiatisés à l'échelle internationale, fondent la prise de conscience quasi universelle aujourd'hui des risques d'une nouvelle extinction du vivant, cette fois d'origine anthropique et beaucoup plus rapide que les cinq précédentes⁽⁴⁾. En même temps, ils témoignent globalement de l'incapacité persistante de l'humanité à enrayer une telle évolution mortifère. C'est donc bien l'organisation de nos sociétés et les rapports de force qui les traversent, se résumant dans "la question sociale", qu'il est aussi urgent d'appréhender.

LA PLACE ET L'ACTIVITÉ SINGULIÈRE DE L'HUMANITÉ DANS LE MONDE VIVANT

Une approche scientifique de la place qu'occupe l'espèce humaine sur la Terre consiste à estimer la biomasse que forme chaque famille du vivant, exprimée en masse de carbone, élément à la base de toutes les molécules qui constituent les organismes (voir tableau^{(5) (6)}). Les êtres humains ne représentent que 0,01 % environ de la masse totale. C'est dire la redoutable "efficacité" acquise aujourd'hui de leur activité sur le devenir de la planète. Au vu des menaces qui pèsent, nous devons nous interroger sur l'histoire et les finalités de cette activité.

Totale pour l'ensemble du vivant	550
plantes	450
bactéries	80
champignons	12
animaux	2
arthropodes (insectes, arachnides, myriapodes)	1
poissons	0,7
mollusques	0,2
annélides (vers)	0,2
oiseaux sauvages	0,002
mammifères sauvages	0,007
bétail et animaux domestiques	0,1
humains	0,06

Répartition moyenne de la biomasse sur Terre, exprimée en milliards de tonnes de carbone

⁽¹⁾ *La Recherche*, N°567, octobre/décembre 2021.

⁽²⁾ *La Terre*, N°04, septembre/novembre 2021.

⁽³⁾ GIEC: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Le rapport du GIEC en 18 graphiques - {Sciences²} (lemonde.fr), S. Huet, 9 août 2021.

<https://www.lemonde.fr/blog/huet/2021/08/09/le-rapport-du-giec-en-18-graphiques/> Approbation en cours de la contribution du groupe 1.

⁽⁴⁾ Un documentaire d'Alexis de Favitski, «*Nos mondes disparus*» (2019), rediffusé le jeudi 23 septembre sur France 5, évoquait les cinq grandes extinctions intervenues sur la Terre au cours des derniers 500 millions d'années, depuis «l'explosion du

vivant» au cambrien, et les métamorphoses qui en ont résulté.

⁽⁵⁾ Référence 1, p.3. Éditorial de Philippe Pajot, *Le poids du vivant*.

⁽⁶⁾ La répartition de la biomasse sur Terre - Planet-Vie. <https://planet-vie.ens.fr/thematiques/ecologie/reactions-trophiques/la-repartition-de-la-biomasse-sur-terre>

On remarque au passage la proportion nettement plus importante du bétail et des animaux domestiques (qui contribuent certes à une forme de biodiversité), par rapport aux mammifères sauvages. Ce qui doit nous interpeller également sur nos habitudes de consommation et leurs conséquences sur la santé et l'émission de gaz à effet de serre (le méthane notamment).

Dans un numéro de *La Grande Relève* paru en 2009⁽⁷⁾, nous avons retracé brièvement l'aventure humaine et le peuplement de la Terre dans le temps et l'espace, de la conquête à la fuite en avant au cours des derniers siècles, jusqu'à la crise actuelle. On mesure à la fois «la jeunesse» de l'homme sur la Terre et l'accélération des transformations dont il est responsable, avec les conséquences négatives qui sont maintenant perceptibles dans la durée d'une vie d'homme et que Jean Dorst appréhendait déjà scientifiquement en 1965 dans *Avant que nature meure*⁽⁸⁾.

On estime aujourd'hui qu'*homo sapiens* a émergé en Afrique, il y a environ 300 000 ans. Après l'extinction des *néandertaliens*, il y a moins de 30 000 ans, il reste la seule espèce humaine sur notre planète. Les *chasseurs-cueilleurs* devaient certes laisser la trace de leurs pratiques, mais rien qui perturbe durablement la biosphère. C'est au *néolithique*, entre 10 000 ans avant notre ère dans le *Croissant fertile* au Proche-Orient et plus tardivement dans d'autres régions du globe, que l'on fait souvent remonter les prémices de la civilisation occidentale, celle aujourd'hui mise en cause⁽⁹⁾ ⁽¹⁰⁾ ⁽¹¹⁾ ⁽¹²⁾. Ce sont les débuts de la sédentarisation, de l'élevage et de l'agriculture, autorisant une population croissante, avec les tentatives de premières cités, puis de premiers états et l'émergence de pouvoirs ou de dominations.



(© Septimiu, 2018, pixabay)

L'anthropologue Philippe Descola affirme que «*La conceptualisation occidentale d'une nature conçue comme une totalité extérieure qu'on exploite est la chose au monde la moins bien partagée*»⁽¹³⁾. En étudiant longuement les rapports matériel, technique et symbolique qu'entretient le peuple Achuar avec son environnement, en Amazonie, il observe que la sphère sociale est étendue aux non humains : aux plantes, aux animaux mais aussi aux objets de la nature et aux esprits... Et comme les autres sociétés amazoniennes, les Achuars ne se sont pas simplement adaptés à la nature mais ils ont profondément transformé leur milieu de vie, au fil des siècles, pratiquant notamment la culture sur brûlis. Cette analyse, prolongée par l'auteur au-delà de l'enquête de terrain, aboutit en 2005 à l'ouvrage de référence *Par-delà nature et culture*⁽¹⁴⁾.

Des peuples, non constitués en états, modifient donc la nature et y vivent, sans la détruire, également dans d'autres régions du monde. Pourtant, cette dualité entre nature et culture, sans doute trop sacralisée au siècle des *Lumières*, continue de régler la marche du monde aujourd'hui. Tout est dit dans les propos de Juan Pablo Gutierrez, ambassadeur de l'Organisation nationale in-

⁽⁷⁾ Guy Evrard, I. Quel(s) équilibre(s) démographique(s) sur notre planète ?, *La Grande Relève*, N°1097, avril 2009, p.12.

⁽⁸⁾ Jean Dorst, *Avant que nature meure*, éd. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel (Suisse), 1965.
Jean Dorst (1924-2001), biologiste, ancien directeur du Muséum National d'Histoire Naturelle (1975-1985) et membre de l'Académie des sciences.
Nouvelle édition : Jean Dorst, *Avant que nature meure* et Robert Barbault, *Pour que nature vive*, éd. Delachaux Niestlé et MNHN, 2012.

⁽⁹⁾ Jean-Paul Demoule, *La révolution néolithique*, éd. Le Pommier, Cité des sciences et de l'industrie, 2008.

Jean-Paul Demoule est archéologue, professeur émérite à l'université de Paris-1-Panthéon-Sorbonne. Il fut le premier président de l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives).

⁽¹⁰⁾ Jean Guilaine, *Caïn Abel, Ôtzi, L'héritage néolithique*, éd. Gallimard, 2011.
Jean Guilaine est archéologue, professeur émérite au Collège de France.

⁽¹¹⁾ Jean-Paul Demoule, *Les dix millénaires oubliés qui ont fait l'histoire*, éd. Fayard, 2017.

⁽¹²⁾ James C. Scott, *Homo domesticus*, préface de Jean-Paul Demoule à la traduction française, éd. La Découverte, 2019.

James C. Scott est professeur émérite de science politique et d'anthropologie à l'université Yale, aux États-Unis.

⁽¹³⁾ Référence 1, page 122. Philippe Descola, «*Je définis les images comme des agents de la vie sociale*».

Philippe Descola fut l'élève de Claude Lévi-Strauss. Après une carrière à l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales), il succède à Françoise Héritier au Collège de France, dont il est aujourd'hui professeur honoraire de la chaire d'anthropologie sociale.

⁽¹⁴⁾ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, éd. Gallimard, 2005.

● ● ● digène de Colombie, au Congrès mondial de la nature de l'UICN: «Face à l'extinction du vivant, les peuples autochtones sont la solution. Les territoires indigènes abritent 80% de la biodiversité restante de la planète, alors que nous ne représentons que 4% de la population mondiale. L'humanité toute entière survit grâce à notre existence. Ce n'est pas parce que nous avons eu les territoires les plus riches en biodiversité ou les plus étendus. Nous avons préservé notre environnement parce que nous ne sommes pas montés dans le train de la civilisation occidentale. Je suis du peuple Yukpa en Colombie. Nous avons été colonisés physiquement mais nous n'avons pas laissé nos pensées l'être. On a préservé notre façon de faire société. Les sociétés autochtones et non-autochtones se fondent sur des conceptions structurellement différentes de la nature. Les sociétés modernes occidentales la considèrent comme une ressource au seul service de leur développement. Les peuples autochtones n'ont jamais opéré cette séparation entre la nature et l'homme. Il n'y a pas de nature, il y a un tout dont nous faisons partie. Sans ce tout, pas de vie possible, il faut en prendre soin. C'est ce que nous nous appliquons à faire. Le système capitaliste et néolibéral centré sur la consommation et la prédation des ressources naturelles est en train de mener la civilisation humaine à l'extinction. [...] Il faut s'attaquer à la source, au capitalisme néolibéral qui émet des gaz à effet de serre. [...] La seule preuve vivante d'un mode d'organisation sociale respectueux de l'environnement vient des peuples autochtones. Il n'est pas question de dire que tout le monde doit se mettre pieds nus et aller vivre dans la forêt, mais les sociétés occidentales doivent opérer un changement dans leur manière de considérer le vivant, il y a d'autres perspectives de vie »⁽¹⁵⁾.

LA QUESTION SOCIALE, C'EST DÉPASSER LE CAPITALISME

Aucune évolution juste et réellement transformatrice de la société occidentale n'est envisageable en deçà de cette perspective. En France, de nombreux auteurs se sont efforcés de produire une analyse politique et sociologique face à l'urgence de la situation. Quatre contributions sont d'abord évoquées ici, publiées autour de 2010,



Portrait d'une femme de la tribu Koguis et de son enfant sur l'une des terrasses de Ciudad Perdida, en Colombie. (© Dwayne Reilander, 2017, wikimedia commons)

alors que l'écologie politique et les formations de gauche peinaient toujours à associer la question sociale et celle des défis environnementaux, dans une philosophie politique partagée. Dans *Le capitalisme est-il indépassable?*, à l'encontre de cette supposition, Cédric Durand décrypte «le caractère historique — donc voué à disparaître — de ce système socio-économique»⁽¹⁶⁾. Dans *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Hervé Kempf propose de reconstruire «une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit»⁽¹⁷⁾. Dans *L'impossible capitalisme vert*, Daniel Tanuro s'inquiète et interroge: «Si l'on n'est pas capable d'articuler luttes sociales et écologiques, le capitalisme causera des catastrophes humaines et environnementales. Quelles erreurs ceux qui se réclament du socialisme ont-ils commises pour que cette articulation soit si difficile?»⁽¹⁸⁾. Enfin, dans *Social-écologie*, Eloi Laurent met en lumière «le rôle fondamental que jouent les inégalités sociales dans les crises écologiques: la richesse excessive et la pauvreté extrême, et plus généralement les inégalités de revenu et de pouvoir[...] et montre alors que la démocratie se révèle notre meilleur recours pour faire face aux crises écologiques, à la condition que nous affirmions la centralité du principe de justice et d'égalité»⁽¹⁹⁾.

Pour ceux qui pensent encore l'organisation capitaliste immuable, sans forcément l'approuver, tenter de la dépasser relève d'une nouvelle *révolution copernicienne*, redoutée dans sa marche vers l'inconnu. Convenons que le rêve d'un "grand soir", avec son cortège inévitable de violences, est aujourd'hui révolu. Une démarche de fond consiste à faire avancer la réflexion individuelle et

⁽¹⁵⁾ Juan Pablo Gutierrez, «Nous, les peuples autochtones, sommes la solution». Propos recueillis par Pia de Quatrebarbes, *l'Humanité*, 3-5 septembre 2021, p.6.

⁽¹⁶⁾ Cédric Durand, *Le capitalisme est-il*

indépassable?, éd. Textuel, 2009. Cédric Durand est économiste.

⁽¹⁷⁾ Hervé Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, éd. Seuil, l'histoire immédiate, 2009.

⁽¹⁸⁾ Daniel Tanuro, *L'impossible capitalisme vert*, éd. La Découverte, Les empêcheurs de penser en rond, 2010.

⁽¹⁹⁾ Eloi Laurent, *Social-écologie*, éd. Flammarion, 2011.

collective pour inventer un nouvel avenir, jusqu'à devenir une aspiration majoritaire irréprouvable. *La Grande Relève* s'y emploie et de multiples expériences et mouvements y contribuent, face à un pouvoir qui n'hésite pas à bousculer la démocratie et détricoter les acquis sociaux, dans une stratégie souvent perverse mais bien inscrite dans la lutte des classes, avec la complicité de médias regroupés à dessein sous la houlette de puissances financières.

Cette réflexion passe bien entendu par la critique historique de la social-démocratie de gouvernement et du "communisme réel", qui n'a jamais existé! Quel contenu et quel nom donner à cette aspiration? Beaucoup s'y sont essayés. Gageons que le contenu s'élaborera démocratiquement "en marchant", au fil des expériences et des luttes sociales, pourvu que chacun ait envie de réfléchir au monde dans lequel il souhaite vivre, nourri par l'expérience, les échanges, sa propre culture et la critique historique précédente. Le nom a son importance car, peu ou prou, il éclairera sur le contenu. En 2009, le philosophe Alain Badiou retient "l'hypothèse communiste": «Elle revient à dire que le devenir de l'humanité n'est pas condamné à la domination planétaire du capitalisme, aux inégalités monstrueuses qui l'accompagnent, à l'obscène division du travail et à la "démocratie" qui est, de tout cela, le concentré étatique, organisant en fait le pouvoir sans partage d'une oligarchie très étroite»⁽²⁰⁾. Pourtant, ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain; dans un monde de plus en plus complexe, démocratie et État sont d'abord à reconquérir au service de l'intérêt général. Un autre philosophe, Lucien Sève (1926-2020), s'est engagé en 2004 dans la publication d'une synthèse considérable, *Penser avec Marx aujourd'hui*⁽²¹⁾, afin de renouveler la vision communiste, où il reprend dans le tome 2 une formule de Marx qui est ici au cœur de notre sujet: «La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse: la terre et le travailleur». Lucien Sève s'inquiète alors, en 2009, de ce que "la cause anthropologique" s'efface devant la cause écologique, qu'il soutient cependant sans ambiguïté⁽²²⁾. Ber-

nard Vasseur, également philosophe, publie en 2020, tandis que la crise sanitaire s'étend sur la planète et en y trouvant argument: «Le communisme a de l'avenir... si on le libère du passé». L'auteur propose de «lire Marx [...] en le détricotant des traditions militantes de la social-démocratie allemande et du marxisme soviétisé»⁽²³⁾.

Enfin, lors de la dernière Fête de l'Humanité (2021), un débat illustre toute l'actualité et la pertinence de l'interrogation, au cours duquel le philosophe et économiste Frédéric Lordon revient sur le mouvement Nuit debout de 2016: «Nuit debout, avec tous ses caractères de naïveté, n'en avait pas moins fixé une idée directrice: il fallait cesser de dire ce que nous ne voulons pas et commencer à dire ce que nous voulons. Encore fallait-il savoir ce que nous voulons affirmer! Le communisme est le nom de cette affirmation. Cela devient impérieux car nous vivons une phase [...] de ce que Gramsci appelle une crise organique, durant laquelle se décomposent les autorités institutionnelles (la politique, l'État, la science, etc.). [...] Mais pour que la décomposition soit vraiment une bonne nouvelle, elle doit s'accompagner de la recomposition d'un autre ordre plus conforme à ce que nous voulons. Pour l'instant, nous sommes un peu dans un entre-deux. [...] La nature ayant horreur du vide, [...] une proposition mortifère fasciste pointe son nez. On ne fera face à cette proposition fasciste qu'en avançant une proposition globale de recomposition d'ordre social. Communisme est le nom de cette proposition. Bien sûr, communisme est un mot détérioré par l'Histoire et de nombreux secteurs de la société restent sensibles à cela. [...] À la fin des fins, j'ai choisi de l'utiliser, à défaut d'autre chose»⁽²⁴⁾. Une certitude, la tâche est immense et ne se réduit pas au seul exercice intellectuel.

DES EXPÉRIENCES ET DES LUTTES SOCIALES

Une récente émission de télévision évoquait la lutte victorieuse contre l'extension du camp militaire du Larzac, dans les années 1970⁽²⁵⁾, qui prévoyait l'expropriation d'une centaine d'exploitations agricoles. Une lutte pacifique et inventive, engagée d'abord à l'initiative de la paysannerie locale et quelques néo-ruraux, qui agrégea ensuite dans la durée une foule de mili-

⁽²⁰⁾ Alain Badiou, *L'hypothèse communiste*, éd. Lignes, 2009.

⁽²¹⁾ Lucien Sève, *Penser avec Marx aujourd'hui*, éd. La Dispute. Tome 1: *Marx et nous*, 2004. Tome 2: *L'homme ?*, 2008. Tome 3: *La philosophie ?*, 2014. Tome 4: *Le communisme ?*, première partie, 2019. Tome 5: *Le communisme ?*, seconde partie, *Quel communisme pour le xxie siècle ?*, 2021.

⁽²²⁾ Entretien avec Lucien Sève. Dans *Le Philosophoire*, 2009/2 (n°32), pp.27-40. <https://www.cairn.info/revue-le-philosophoire-2009-2-page-27.htm>

⁽²³⁾ Bernard Vasseur, *Le communisme a de l'avenir... si on le libère du passé*, éd. L'Humanité, 2020. https://www.pcf93.fr/conf_rence_bernard_vasseur_le_communisme_a_de_l_avenir_si_on_le_lib_re_du_pass

⁽²⁴⁾ Bernard Friot, Frédéric Lordon et Guillaume Roubaud-Quashie, *Communisme.s*, l'Humanité des débats, 1-3 octobre 2021, pp.11-12. <https://www.youtube.com/watch?v=syY8KGGgCw>

⁽²⁵⁾ *Larzac, la terre en partage*, France 5, magazine *Echappées belles*, samedi 9 octobre 2021. *Télérama*, N°3743, 09-15 octobre 2021, p.95.

tants divers, avec des résonances internationales, préfigurant le futur mouvement altermondialiste en France⁽²⁶⁾ ⁽²⁷⁾. L'émission donnait la parole à de jeunes agriculteurs ou producteurs locaux d'aujourd'hui. La *Société civile des terres du Larzac*, issue de la lutte et représentant agriculteurs, habitants et usagers du territoire, a pris en charge en 1985 la gestion des terres expropriées (6300 ha), par le biais d'un bail *emphytéotique* de longue durée contracté avec l'État, et propose depuis aux candidats à l'installation, moyennant un très faible investissement, de disposer d'une exploitation (terre et bâtiments) jusqu'à leur retraite, sans en être les propriétaires, pour céder ensuite la place et assurer ainsi le renouvellement des générations. Ce système de gestion a entraîné jusqu'ici une augmentation de la population paysanne de 25% sur le plateau. José Bové, acteur de l'expérience, en tire quelques leçons: «*Pour un producteur, le fait de pouvoir s'installer sans être obligé d'acquérir l'outil de travail a été décisif. Le foncier ne doit plus être soumis au marché, sans avoir à abolir la propriété; la gestion du foncier et de sa vocation agricole peut être assurée collectivement au niveau [...] d'un territoire. L'usage collectif du foncier est à préserver et l'intérêt collectif doit l'emporter sur l'intérêt individuel. Celui qui travaille la terre ne doit pas forcément décider de tout. [...] Une partie du droit de propriété peut être enlevée au seul pouvoir du propriétaire pour gérer collectivement un territoire*»⁽²⁸⁾. Retour et dépassement des communs historiques ou transition vers la propriété

⁽²⁶⁾ Lutte du Larzac - Wikipédia
https://fr.wikipedia.org/wiki/Lutte_du_Larzac

⁽²⁷⁾ Philippe Artières, 1971-1981, *le Larzac, une lutte paysanne et globale*, l'Humanité des débats, 29-31 octobre 2021, p.18.

⁽²⁸⁾ José Bové, 2002. AGTER - FRANCE. *La Société Civile des Terres du Larzac, une approche novatrice et originale de la gestion foncière des territoires ruraux*
https://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-9.html

⁽²⁹⁾ Entretien réalisé par Marie Astier, Reporterre, le 5 janvier 2018.
<https://reporterre.net/Le-plan-de-Jose-Bove-pour-Notre-Dame-des-Landes>

⁽³⁰⁾ Laury-Anne Cholez et Léa Dang, Reporterre, le 16 mars 2021.
<https://reporterre.net/L-engagement-paie-deuxieme-saison-de-la-carte-des-luttes>

collective des moyens de production, en attendant l'effacement de la propriété? En tout cas, primauté du droit d'usage.

Dans les années 2010, on ne manqua pas de rapprocher la lutte populaire contre le futur aéroport du Grand-Ouest, à Notre-Dame-des-Landes, qui se termina aussi par l'abandon du projet en janvier 2018, à celle du Larzac 40 ans plus tôt. Depuis, les négociations sont toujours en cours sur le devenir des terres expropriées (1650 ha) à Notre-Dame-des-Landes. L'ancien député européen José Bové a proposé une approche juridique sur la base des solutions expérimentées au Larzac, rappelant qu'elles furent l'aboutissement de trois années de discussions⁽²⁹⁾.

Un autre "grand projet inutile", celui du complexe "Europacity", dans le Triangle de Gonesse, qui risquait d'engloutir 700 ha de terres fertiles au nord de Paris, avec bien d'autres conséquences environnementales, a également été abandonné par les pouvoirs publics en novembre 2019, sous la pression d'une opposition déjà opiniâtre. Mais l'aménagement du territoire y reste à l'ordre du jour. Le quotidien en ligne Reporterre a mis en place une carte de France des collectifs en lutte contre les plus ou moins "grands projets inutiles". Elle comptait 315 collectifs en mars 2021: «*La lutte paie: mine de rien, les écologistes remportent de nombreuses victoires*»⁽³⁰⁾. Il y a eu aussi bien sûr des échecs.

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant le numéro d'échéance de leur abonnement: nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive La Grande Relève!

P. Cohen 13 € - R. Villedary 319€ – *Merci!*

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.



Soirée d'inauguration de l'Ambazada, lieu d'accueil construit en 2018 sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, destiné à organiser tout type d'événements, à la disposition des collectifs, des dynamiques militantes et des peuples minorisés. (© Maxime Lathuilière, 2018, wikimedia commons)

Le monde agricole est à la fois un acteur et un témoin majeur de la biodiversité, du climat et de leur incidence sociale, ce qui autorise Patrick Le Hyaric, dans un éditorial intitulé *L'Homme et la nature : mêmes combats*, à l'analyse globale suivante: « Il faudrait avoir le courage [à la COP 26] de mettre en cause l'agro-business mondialisé qui n'a que faire du travail humain comme de l'ensemble des espèces composant la biodiversité puisque son but est la rentabilité financière et le profit maximum. Ce capitalisme appliqué à l'agriculture conduit à de dramatiques impasses pour les êtres humains et les écosystèmes. Il y a urgence à débattre d'une nouvelle politique agricole et alimentaire commune [la PAC européenne] et de la fin des funestes traités de libre-échange, pour un autre projet de production agricole visant la satisfaction des besoins humains, la rémunération correcte du travail paysan, la protection de la nature, de la biodiversité et des paysages, l'alimentation de qualité, à partir de productions relocalisées. Un processus planifié vers l'agroécologie contre l'agrochimie [...] »⁽³¹⁾. Une organisation sur la base d'exploitations familiales (il subsiste 435 000 exploitations en France mais leur nombre va toujours diminuant), à l'opposé de l'agriculture industrielle.

Enfin, il est encourageant d'observer que le recours au droit ouvre de nouveaux chemins de

⁽³¹⁾ Référence 2, p.3. Éditorial de Patrick Le Hyaric, *L'Homme et la nature : mêmes combats*.

⁽³²⁾ Valérie Cabanes, *Un nouveau droit pour la Terre*, éd. Seuil, 2016. Valérie Cabanes est juriste en droit international.

⁽³³⁾ Marine Calmet, *Le droit de la nature replace l'homme dans la communauté du vivant*. Propos recueillis par Pia de Quatrebarbes, *l'Humanité*, 3-5 septembre 2021, p.6.

Marine Calmet est juriste et préside l'association Wild Legal.

⁽³⁴⁾ *Que va changer la décision de l'Affaire du Siècle ? - L'Affaire du Siècle* <https://laffairedu siecle.net/laffaire/affaire-du-siecle-au-tribunal/>

⁽³⁵⁾ Emilio Meslet, *L'affaire du siècle, des clics et sa claque*, *l'Humanité*, 15-17 octobre 2021, p.10.

⁽³⁶⁾ <https://www.conseil-etat.fr/actualites/actualites/emissions-de-gaz-a-effet-de->

lutte à travers le monde⁽³²⁾ ⁽³³⁾, droits de la nature mais aussi contentieux climatiques ces dernières années. En France, "*L'Affaire du siècle*", qui lie quatre ONG (Greenpeace, Oxfam, Notre affaire à tous et la Fondation Nicolas Hulot), forte du soutien de 2,3 millions de pétitionnaires et appuyée par une solide équipe de juristes, a d'abord fait condamner l'État par le tribunal administratif en février 2021 pour son inaction climatique. Un nouveau jugement obtenu en octobre 2021 oblige désormais l'État à agir afin de réparer avant le 31 décembre 2022 les conséquences de son inaction entre 2015 et 2018 (rattraper le retard accumulé en termes d'émissions de gaz à effet de

serre, sous peine d'astreinte financière), et respecter ainsi ses propres engagements politiques⁽³⁴⁾ ⁽³⁵⁾. Par ailleurs, en juillet 2021, saisi par la commune de Grande-Synthe (dans le nord, près de Dunkerque), menacée par la montée du niveau de la mer, le Conseil d'État donnait jusqu'au 31 mars 2022 au gouvernement pour infléchir la courbe des émissions de gaz à effet de serre, afin de respecter l'objectif issu de l'accord de Paris d'une baisse de 40 % d'ici à 2030, par rapport à 1990⁽³⁶⁾.

Nous laissons la conclusion provisoire au physicien climatologue Hervé Le Treut, exprimée lors d'un débat à la veille de la COP 26: « Nous sommes dans un monde en évolution rapide. Nous avons besoin d'un monde nouveau. Aujourd'hui, le plus important est de se mettre en route sachant que nous avons déjà dépassé des seuils. [...] Il faut agir tous azimuts, mener des actions concrètes, visibles, fortes, immédiates, dans un monde réel. Commençons par protéger les territoires qui sont menacés. N'agissons pas seulement du point de vue de la physique du climat et de la science mais aussi en termes de biodiversité et de problématiques sociales. Réduire les gaz à effet de serre, c'est agir sur les littoraux, les montagnes, l'agriculture, les transports. [...] »⁽³⁷⁾.

Guy ÉVRARD

serre-le-conseil-d-etat-enjoint-au-gouvernement-de-prendre-des-mesures-supplementaires-avant-le-31-mars-2022

⁽³⁷⁾ Hervé Le Treut, Marine Pouget et Lucile Dufour, *Pourquoi la COP 26 est-elle si décisive ?*, *l'Humanité* des débats, 29-31 octobre 2021, pp.11-12. Hervé Le Treut est physicien, climatologue, membre du GIEC et de l'Académie des sciences.

Les multiples facettes de la transition énergétique

La stabilisation du climat prendra probablement des centaines d'années, du fait de la longévité dans l'environnement terrestre de certains des gaz à effet de serre. Mais on doit pouvoir ralentir considérablement cette évolution et pour cela, une seule solution: ne pas produire plus de gaz à effet de serre que la Terre ne peut en recycler.

Des problèmes complexes devront être résolus pour faire face aux gaz à effet de serre provenant des ruminants, de la riziculture, des fertilisants azotés, et autres.

La solution est un peu plus simple dans le domaine énergétique⁽¹⁾: il faut abandonner complètement, et rapidement, les énergies fossiles carbonées, en les remplaçant sans délais abusifs, afin de continuer à améliorer les conditions de vie de l'espèce humaine.

De nombreuses solutions existent, chacune avec ses avantages et inconvénients.

La collecte de l'énergie solaire a un très faible rendement (13%) mais cela ne devrait pas nuire à son exploitation massive, avec des centrales à concentration, dans les pays tropicaux pas trop peuplés.

La collecte de l'énergie éolienne terrestre a un bien meilleur rendement (23%) mais l'irrégularité du vent complique considérablement l'exploitation faute de pouvoir stocker efficacement et à faible coût l'énergie électrique. Par ailleurs, comme dans le cas du solaire, le rendement à l'hectare utilisé est très faible.

L'énergie hydraulique est relativement localisée mais dans certains pays elle excède de loin les besoins nationaux.

Les biocarburants ont beaucoup à offrir, notamment dans les pays ayant de grandes surfaces

agricoles ou boisées disponibles, la pousse des végétaux compensant les émissions de gaz à effet de serre si la production n'exige ni pesticides ni fertilisants. Par contre, au niveau mondial, l'usage des produits agricoles pour faire de l'énergie sera limité par les besoins mondiaux essentiels en alimentation et en bois d'œuvre.

Des niches existent "ici et là", comme l'exploitation des courants marins, l'énergie thermique des sols, le vulcanisme, mais leur importance devra rester limitée.

Le nucléaire pour les pays les plus développés techniquement, n'offrait jusqu'à présent que des avantages limités, les centrales opérant avec un isotope très rare de l'uranium naturel (0,3%), la situation change du tout au tout avec l'utilisation de centrales à neutrons rapides utilisant l'essentiel de l'uranium naturel, et la situation pourrait encore changer si la fusion nucléaire s'avère exploitable⁽²⁾.

Chaque pays ayant ses propres caractéristiques devra choisir celle(s) des solutions lui convenant le mieux (ou le moins mal), des approches complètement différentes pouvant être retenues d'un point à un autre, comme aux États-Unis.

Le transfert de l'énergie nucléaire à longue distance étant possible avec des pertes en ligne acceptables, des équilibrages inter-pays pourraient devenir la règle, exigeant une unité d'action incompatible avec une multiplicité de producteurs indépendants⁽³⁾.

Pour l'instant, tout reste à faire, et il y a urgence.⁽⁴⁾

Jacques HAMON

⁽¹⁾Durée de vie:

- bioénergies: quelques années;
- éoliennes: 20 ans, mais les socles en béton, un siècle;
- centrales solaires: ? 50 ans;
- barrages hydroélectriques: un siècle;
- nucléaire: un siècle.

⁽²⁾NDLR: Des questions importantes sur la sécurité restent majeures dans la réflexion sur l'énergie d'origine nucléaire.

⁽³⁾NDLR: L'intérêt d'une économie collaborative est flagrant, ce que l'économie capitaliste ne pourra jamais pleinement apporter.

⁽⁴⁾Références bibliographiques:
- Claude Jeandron et al., 2019.- *Réchauffement climatique - Bonnes questions & vraies réponses*. - éd. Sauvons le Climat, 119 pp.

- Thomas Gassilloud et Stéphane Piednoir, 2021.- *L'énergie nucléaire du futur et les conséquences de l'abandon du projet de réacteur scientifique de 4e génération "Astrid"*. - Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, 149 pp.

François Chatel s'inquiète de l'évolution de la société dans laquelle nous vivons. La crise sanitaire soulève des questions auxquelles il est de plus en plus difficile de répondre, face à la manipulation stratégique de l'information. Celle-ci étant aujourd'hui majoritairement distribuée via des canaux maîtrisés par les multinationales en haute technologie.

Le monde d'après

Depuis plusieurs années, tout d'abord en raison d'attaques terroristes, puis de la pandémie de Covid-19, nous sommes soumis aux directives unilatérales d'un gouvernement central et d'un conseil de sécurité au pouvoir totalitaire. Il serait bien naïf de dénommer ce régime politique comme encore démocratique, si déjà la représentation parlementaire peut l'être, mais plutôt de dictature "douce", utilisant des mesures autoritaires et surtout absconses afin de tenir le peuple dans le rang imposé.

L'ensemble des populations en Europe connaissent de semblables dérives politiques puisque la classe sociale dominante que l'on peut appeler "bourgeoisie"⁽¹⁾ impose ses orientations économiques et financières aux instances directives de la communauté. En réalité, présidents et ministres font office d'agents commerciaux de luxe à la solde des grandes entreprises et banquiers. On peut facilement s'en apercevoir par exemple lors des commentaires sur leurs visites à l'étranger et tout particulièrement dans les pays émergents où elles s'accompagnent de promesses de ventes juteuses. La stratégie de gestion du Covid-19 laisse soupçonner une étroite complicité entre les membres des gouvernements et les laboratoires pharmaceutiques. Afin d'imposer ce diktat, l'utilisation d'un arsenal allant de l'autoritarisme au conditionnement psychologique⁽²⁾ a permis de maintenir la population majoritairement docile et résignée. L'angoisse et la peur, des annonces souvent mensongères, des voltefaces grossières, la ségrégation des citoyens, les contrôles, la répression des dissidents, la propagande infantile ont été répandues par les médias *mainstreams* aux mains de la bourgeoisie possédante. Par une stratégie digne d'un coup d'État, l'assemblée nationale a été muselée, le Sénat mis

hors jeu et le Conseil Constitutionnel récupéré comme allié, ainsi que le Conseil d'État présidé par le très libéral Bruno Lasserre, un ami de E. Macron, au point que l'ensemble des contre-pouvoirs utiles dans une démocratie n'existe plus.

La question qui s'impose, face à cette évolution politique totalitaire, c'est: quel objectif est-il poursuivi de la sorte pour justifier un tel passage en force?

UNE ORIENTATION MARCHANDE

La réponse se dessine et l'ombre de l'objectif poursuivi apparaît. Ces événements désolants, terrorisme et Covid-19, servent de prétextes à la bourgeoisie aux commandes relayée par les gouvernements, pour imposer son autorité de gré ou de force, et permettre ainsi de répandre des technologies à forts profits. L'échec des COP successives et tout particulièrement la dernière à Glasgow nommée 26, amène à penser que la volonté de résoudre objectivement le problème du réchauffement climatique est pour le moment absente. Pour les décideurs néolibéraux, il sera bien plus facile d'imposer les nouvelles technologies dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'agriculture, du travail, dans la lutte directe contre les effets du réchauffement climatique, la disparition de la biodiversité, etc., lorsque les effets désastreux relayés par les médias mettront les populations dans l'affolement et la recherche de sécurité. Elles s'en remettront dociles aux gouvernants, comme pendant la crise sanitaire du Covid-19.

Cette crise sanitaire en a été la répétition, un genre de grandes manœuvres, qui a révélé l'engagement des populations dans un protocole de

⁽¹⁾NDLR: La bourgeoisie aujourd'hui est parfois qualifiée d'«oligarchie», composée de personnes ayant virtualisé le pouvoir, plus seulement propriétaire des moyens de production, mais également usant des pouvoirs financier, médiatique, en interaction forte avec le

pouvoir politique, comme l'élection de notre président a pu le démontrer. Voir par exemple le documentaire *Un pognon de dingue*: <https://infoscope.live/2021/10/22/un-pognon-de-dingue-film-complet/>

⁽²⁾NDLR: Voir par exemple l'article *Souriez, vous êtes manipulés!*, La Grande Relève N° 1223.



Troupeau de moutons, chèvres et un cheval près du feu d'artifice du 14 juillet à Lille 2018.
(© Lamiot, 2019, wikimedia commons)

- ● ● soumission. Ainsi, l'acceptation de thérapies comportant des manipulations génétiques, de "vaccins" à ARN messenger ou à ADN modifié, toujours en phase d'expérimentation et d'autorisation de mise sur le marché conditionnelle⁽³⁾, montrent à quel point l'assentiment par la peur et le conditionnement, sont efficaces et prometteurs pour les instances dirigeantes. De quoi faire accepter, grâce à une bonne dose de propagande anxigène, n'importe quelle solution technologique présentée comme garant de la sécurité, de la santé et de l'environnement. Les menaces contre l'intégrité physique ne vont pas manquer dans un futur même proche, ce qui assurera les beaux jours de tous les partisans de la croissance, les partis politiques de tous bords n'en manquent pas, grâce au recours au tout technologique. De quoi satisfaire la bourgeoisie avide de croissance financière, mais aussi de ses privilèges et de son pouvoir.

Qu'il est étrange et à la limite du comique, cet appel solennel des dirigeants à l'encontre du

peuple pour un élan de solidarité et de sentiment altruiste, alors que depuis tant d'années ils nous font vivre dans la compétition, la concurrence, et l'individualisme! Mais le peuple soumis est prêt à se jeter dans les élans du cœur et à applaudir avec promptitude les gouvernements qui instaurent la ségrégation et organisent la répression des dissidents! Ainsi, proposer toutes les solutions technologiques aux problèmes futurs sera un jeu d'enfants pour le capitalisme en recherche d'un nouvel élan.

Le citoyen, muté en simple consommateur, est désormais pris en otage. Présentées comme destinées au bien de tous — individuel, public, environnemental —, les solutions technologiques sont imposées sans concertation démocratique, chacun se trouvant astreint à se les procurer, s'adapter à leur utilisation, au risque de se voir mettre au ban de la société, comme inadapté, anti-tout ou «complotiste»⁽⁴⁾. La voiture électrique ou hybride, la vaccination anti-covid, les systèmes de sécurité,

⁽³⁾NDLR: Les 5 "vaccins" autorisés dans l'Union Européenne à ce jour sont sous Autorisation de mise sur le marché **Conditionnelle** (AMMC).
<https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/treatments-vaccines/vaccines-covid-19/covid-19-vaccines-authorized#authorised-covid-19-vaccines-section> (consultée le 09/01/2022):

- Comirnaty (BioNTech et Pfizer): AMMC du 21/12/2020;
- COVID-19 Vaccine Janssen: AMMC du 11/03/2021;
- Nuvaxovid: AMMC du 20/12/2021;

- Spikevax (Moderna): AMMC du 06/01/2021;
- Vaxzevria (AstraZeneca): AMMC du 29/01/2021.

Une AMM conditionnelle permet l'autorisation de médicaments qui répondent à un besoin médical non satisfait avant que des données à long terme sur l'efficacité et la sécurité ne soient disponibles. Cela est possible uniquement si les bénéfices de la disponibilité immédiate du médicament l'emportent sur le risque inhérent au fait que toutes les données ne sont pas encore disponibles.
<https://ansm.sante.fr/dossiers-thematiques/covid-19-vaccins/covid-19-vaccins-autorises>

⁽⁴⁾NDLR: Le terme "complotiste" est un néologisme inventé par l'oligarchie au pouvoir pour discréditer toute pensée n'appartenant pas à la doxa dominante. Ce terme est étymologiquement insignifiant, car il désigne quelqu'un qui estime avoir affaire à un complot dans une connotation immédiatement péjorative, sans même savoir si le complot est vrai ou faux. Si le complot est faux, il s'agit d'une personne mal informée, d'un mythomane ou encore d'un fabulateur, deux termes français que l'on pourrait utiliser. Si le complot est vrai, il s'agit d'un "lanceur d'alerte", un néologisme alors signifiant.

l'ordinateur, le portable, la 5G, le Linky et le Gazpar, et bientôt le mode de chauffage, l'isolation des habitations, l'utilisation du e-commerce, du télétravail, la carte sanitaire, les services à distance comme l'éducation, les consultations médicales en ligne, les élections par informatique..., le sac à malices est rempli de nombreux gadgets.

L'accueil de ces nouvelles technologies ne demande qu'à attendre le moment propice, celui où le profit juteux sera assuré. Les tests de nocivité de celles-ci sur la santé et l'environnement seront effectués en même temps que l'autorisation commerciale, comme pour les "vaccins" de lutte contre le Covid-19.

ELLES N'ATTENDENT QUE NOS MAINS TENDUES

La capture de l'attention par les écrans va s'étendre par l'utilisation générale des techniques de l'information et de la communication (TIC). Serveurs, tablettes, portables, ordinateurs, serviront de supports à l'envahissement de notre existence par l'informatique, l'audiovisuel, les multimédias, Internet, les télécommunications. En moyenne nous passerions 4 à 8 heures quotidiennes devant les écrans, une valeur en augmentation avec le télétravail. D'après les promoteurs de ces outils, nous pourrions vivre une vie plus à notre goût du moment en transportant notre image dans un monde virtuel. Se rendre dans un bar, rencontrer des personnes attrayantes, avoir un rapport sexuel virtuel suivant nos phantasmes en stimulant nos sens du toucher, du goût et de l'odorat, vivre une aventure pleine d'émotions et de suspense transporté dans un jeu. Les TIC sont considérées comme facteurs de croissance du PIB, de la productivité et de l'efficacité des entreprises, ainsi que de l'amélioration des relations et de la rentabilité commerciales. Le monde virtuel est à nos portes et pourrait se traduire par des travaux collaboratifs, des réunions ou des conférences en téléportation dans des salles virtuelles⁽⁵⁾.

Que dire aussi de l'intelligence artificielle (IA)? Aujourd'hui les capacités de résolution de problèmes complexes par un cerveau humain sont dépassées, mais l'IA se heurte au phénomène de la conscience pour reproduire l'autonomie humaine. Par contre, elle est déjà utilisée dans certaines banques pour l'évaluation, par exemple, du risque d'attribuer un prêt, ou pour jouer le rôle du trader avec une efficacité augmentée. Dans le domaine

militaire, elle est utilisée dans la commande de drones et dans des systèmes d'aide à la prise de décision. Dans celui de la médecine, l'aide au diagnostic est développée et permet une précision parfois supérieure aux médecins. Le super-ordinateur Fugaku 415 PFLOPS a été utilisé pour lutter contre le Covid-19. L'aide à la prise de décision est aussi désormais utilisée dans le domaine du droit et de la justice pour les cas mineurs. Elle est employée dans le domaine des transports en commun pour gérer les flux de trafic, et est envisagée pour la voiture autonome de demain. Dans l'industrie, elle sert à diriger des robots utilisés en maintenance prédictive, ou effectuant des tâches de production, de manutention, jugées dangereuses ou non rentables avec du personnel humain. Elle fait son entrée remarquée dans l'art pictural, la vidéo d'art et la création de mondes imaginaires.

L'IA aide à réduire l'erreur humaine, à faire abstraction de la subjectivité et des émotions pour résoudre des problèmes, à supporter des environnements considérés comme hostiles pour l'humain ou au-delà de ses limites, comme l'espace, le feu, l'eau profonde, les pollutions diverses, etc., à le guider grâce au GPS, à l'assister avec les "avatars", à exécuter des tâches pénibles ou répétitives sans fatigue ni ennui. L'IA n'a pas encore la capacité créative de l'intelligence humaine, n'est pas capable d'intégrer son expérience et de développer de l'intuition, mais elle est capable de permettre l'indépendance des robots.

Les inconvénients se situent au niveau du coût de ces machines, et leur maintenance, non abordables par tous et particulièrement les pays en difficulté.

Cependant la facture énergétique du numérique en général (10% de l'électricité produite sur la planète) et de l'émission de CO₂ (2% en 2010, >4% en 2020) est en augmentation régulière, de 9% par an.

Malgré les gains d'efficacité des algorithmes de calcul, les progrès deviendront "rapidement insoutenables sur les plans économique, technique et environnemental."⁽⁶⁾ D'autres méthodes devront donc être utilisées, notamment l'apprentissage automatique de la machine. La question essentielle revient "à se demander s'il est vraiment nécessaire de pouvoir parler à son aspirateur plutôt que d'appuyer sur un bouton."⁽⁷⁾ La production de ces milliards de gadgets à la durée de vie courte et difficilement recyclables induit une surconsommation des res-

⁽⁵⁾NDLR: Comme souvent, les progrès technologiques pouvant servir la majorité, portent également en eux le

risque d'un usage au service d'une minorité, voire destructeur.

⁽⁶⁾Pierre Vandeginste, *L'IA s'interroge sur sa voracité énergétique*, Data Analytics Post

⁽⁷⁾*Ibidem*

- ● ● sources naturelles qui sont finies. Ces objets dilapident des métaux comme le cuivre, l'or, le sili-
cium, le lithium, le cobalt,... ainsi que l'indium, le
germanium, le gallium, le tantale,... et bien
d'autres éléments rares (60 métaux utilisés réper-
toriés dans la table de Mendeleïev). Il ne resterait
que trente années de réserves pour de telles res-
sources devant nous. N'oublions pas l'augmenta-
tion des besoins en eau dans le refroidissement
des centres de données, et celle de l'émission de
carbone. Certains centres de traitement de don-
nées consomment autant d'électricité que 250.000
foyers européens. Si le "Cloud"⁽⁸⁾ était un pays il
serait le cinquième consommateur d'électricité au
monde. Mais croyez-vous que les multinationales
productrices et les commerciaux l'entendent ainsi?
Le marché et la croissance possèdent davantage
d'arguments convaincants et d'oreilles à l'écoute
en régime capitaliste.

La croissance touche aussi de nombreux do-
maines comme les nuisances financières et sani-
taires (stress, addiction, surendettement, etc.), la
surveillance, la géolocalisation, l'utilisation de
données personnelles qui porte atteinte à la vie
privée⁽⁹⁾, tout comme les problèmes de sécurité et
d'éthique dont sont victimes en particulier les en-
fants et les personnes âgées⁽¹⁰⁾.

Notre vie est désormais régie par "BigData"⁽¹¹⁾
qui, entre autres, organise l'adaptation de la popu-
lation mondiale aux effets du dérèglement clima-
tique. Ainsi, la Commission Globale pour
l'Adaptation⁽¹²⁾ s'est réunie à La Haye le
16/10/2018, afin d'établir un planning d'applica-
tions de solutions pour faire face aux conditions
nouvelles attendues dans le monde. Ces stratégies
d'adaptation seront très probablement imposées à
la manière de la vaccination anti-covid, dans l'ur-
gence, camouflées derrière un nuage anxiogène et
des mesures directives. Les données sur nos ma-
nières de vivre sont largement collectées pour en
faire des analyses statistiques pour des prises de
décisions auxquelles chacun est "invité" à se
conformer, puisqu'elles sont considérées maxima-
liser le bien public. Toute dissidence à ces injon-
ctions seraient donc traduite comme une carence

⁽⁸⁾ Services numériques proposés via Internet.

⁽⁹⁾ Céline Deluzarche, *Les 20 menaces les plus dangereuses de l'AI.*, Future Tech

⁽¹⁰⁾ *Ibidem*

⁽¹¹⁾ Quantité massive de données, collectées via les usages numériques personnels et professionnels, dont l'analyse défie les capacités d'interprétation, et pouvant servir à anticiper des comportements, ou tracer des événements virtuels ou connectés.

⁽¹²⁾ "La Commission mondiale sur l'adaptation a été lancée à La Haye le 16 octobre 2018 par le 8e secrétaire général des Nations-Unies Ban Ki-moon. Établie par le Premier ministre néerlandais Mark Rutte et les dirigeants de 22 autres pays organisateurs, la Commission a été lancée avec le mandat d'accélérer l'adaptation" [au changement climatique].

⁽¹³⁾ Isaac Asimov (1920-1992) était un scientifique, professeur à l'université de Boston et un auteur de science-fiction, qui a beaucoup écrit sur les robots et la cybernétique. Il a été amené dans ses

romans à imaginer une loi pour réglementer le comportement des robots.

⁽¹⁴⁾ Cybersécurité, sécurité des grands événements (contrôle d'accès, gestion des flux, solutions biométriques, cctv — closed-circuit-television ou vidéosurveillance), détecteurs, solutions IA et nouvelles technologies, localisation de personnes, surveillance à distance et cartographie en temps réel des environnements hostiles ou difficiles d'accès, gestion des données permettant de localiser et d'évaluer rapidement les menaces, reconnaissance vocale

d'altruisme et justement sanctionnées. La conformité de nos actes commerciaux est encouragée, façonnée pour se traduire en conformité statistique. Bientôt les produits proposés à la vente ne seront que le reflet des statistiques, et chacun sera amené pour le bien des producteurs et des consommateurs à s'y conformer, orientant ses achats en conséquence.

Faut-il s'en inquiéter ou non? Les avis sont partagés. Certains avancent que le progrès est inéluctable, et que l'inquiétude ne sera effective que si les robots remplacent les humains et les dépassent au niveau des capacités d'autonomie. D'autres voient une amélioration de l'humain, par sa libération de son enveloppe biologique, qui le limite et le rend vulnérable. D'autres encore craignent, faute d'imagination, que l'IA mette 50% de l'humanité au chômage en raison de ses meilleures capacités dans la plupart des domaines. Alors, d'après eux, se poserait la question de l'utilité de l'espèce humaine... ou plutôt d'un certain nombre de membres de cette espèce.

LA PORTE EST OUVERTE POUR LE CAPITALISME

Le capitalisme et ses adeptes ne peuvent pas réfléchir au-delà des règles de ce système inhumain. Ils sont incapables d'envisager une autre philosophie de l'utilisation des technologies en dehors de la puissance, de la compétition, de l'efficacité et de la rentabilité. Les prévisions de gains financiers considérables suffisent à orienter le choix des possédants.

Les règles d'éthique élaborées afin de protéger l'humanité de l'envahissement de l'espace vital par les machines et robots, gagnant en complexité et autonomie (IA forte), restent basées sur les trois principes établis en 1942 par les lois d'Asimov⁽¹³⁾ : ne pas blesser un humain; obéir aux ordres; et protéger leur existence. Dans les mains du renard capitaliste, ces principes sont-ils applicables? On peut largement en douter. Le salon Milipol Paris 2021 a révélé les innovations en matière de sécurité dans de nombreux domaines⁽¹⁴⁾.

Réfléchissons tout particulièrement sur ce que peut nous offrir de surprises la porte ouverte aux manipulations génétiques par les "Vaccins" Covid-19⁽¹⁵⁾, utilisés en Europe et ailleurs. Cette crise sanitaire a levé les barrières morales portant sur l'injection à l'humain de biotechnologies contenant du matériel génétique et des OGM viraux. Et une fois qu'une telle barrière éthique est levée, il est très difficile de revenir en arrière. Par exemple déjà, à titre expérimental, en Chine et aux États-Unis, des embryons humains ont été modifiés à l'aide des "ciseaux génétiques", dite technique CRISPR-Cas9. Ainsi, en Chine, le lundi 26 novembre 2018, deux jumelles, Lulu et Nana sont nées avec une mutation sur un gène appelé CCR5 permettant une résistance au VIH. Un moratoire a été demandé par 18 scientifiques de renommée internationale (dont la française Emmanuelle Charpentier co-découvreuse de CRISPR-Cas9). Mais le ver est dans le fruit, puisque les législations selon les pays ne sont pas uniformes. La Belgique, le Royaume-Uni, les États-Unis possèdent une législation permissive. Ce genre d'hétérogénéité est une porte ouverte au capitalisme pour imposer sa loi du profit, une fois que des expériences se seront révélées "profitables" pour les patients, et surtout *Big Pharma*. Une publicité bien ciblée au départ sur des catégories sociales élevées à propos de produits et interventions permettant d'obtenir des améliorations de santé (revascularisation post-infarctus, maladies de l'œil, fibroses kystiques) ou esthétiques, suffira pour normaliser et faire accepter ces pratiques dans toute la population. Car, désormais, à partir du moment où des produits génétiquement modifiés sont introduits dans les corps humains, qu'est-ce qui va empêcher la généralisation de ces pratiques? Déjà en France, un projet de levées d'interdictions d'expérimentations sur les cellules germinales et les embryons est à l'étude en raison de la compétitivité internationale, et afin d'éviter la fuite à l'étranger des chercheurs français. Outre les manipulations sur l'humain reportées à demain, qu'en est-il des modifications génomiques sur les animaux et les plantes? Les chercheurs⁽¹⁶⁾ exposent leurs préoccupations éthiques quand aux manipulations gé-

nétiques réalisées sur des animaux par l'utilisation "aisée" des ciseaux CRISPR-Cas9, autant destinées à l'augmentations des capacités productrices des animaux d'élevage que de la lutte contre ceux considérés comme "nuisibles" aux intérêts de l'Homme, avec des risques de conséquences irréversibles sur la biodiversité. Là aussi, qui va l'emporter, l'éthique ou l'intérêt financier? La réponse probable est connue.

Le 16 avril dernier, Steve Pascolo, un biotechnologue fondateur de la start-up Curevac, déclarait sur France Info que "*pour chaque maladie, il y a en théorie une solution avec l'ARN messenger*". La porte est ouverte. Ni le conseil d'État ni les comités d'éthique ne pourront mettre désormais de frein.

Considérer le génome comme le "programme" du système vivant, constitué par chacun d'entre nous, porte une pensée utilitariste, et s'accommode très bien avec les valeurs néolibérales basées sur la "rationalité calculatrice".

En ce qui concerne l'instauration du totalitarisme, l'urgence est toujours un excellent prétexte, tout comme l'ingérence capitaliste par l'application de la stratégie du choc⁽¹⁷⁾.

L'état anxigène dans lequel se trouvent nos esprits en raison des catastrophes terroristes, écologiques et sanitaires, nous empêche de réfléchir correctement et de soulever judicieusement les questions politiques et philosophiques essentielles. D'où, pour une partie de la population, la solution consiste à atteindre la paix intérieure en se remettant entièrement aux mesures préconisées par l'autorité incarnée par le gouvernement, et pour une autre partie, tenter de rééquilibrer ses pensées en piochant dans Facebook, Youtube et autres réseaux sociaux.

Ces mesures politiques liberticides plus que sanitaires, représentent l'introduction à une orientation totalitaire des gouvernements, afin d'imposer les nouvelles règles de vie indispensables à l'adoption des nouvelles technologies sources de profit considérable pour les multinationales. Ainsi, va voir le jour un monde formé de cadres de vie

et faciale utilisable depuis un téléphone, reconnaissance d'après une photo, surveillance des foules notamment dans le contrôle du respect des règles sanitaires ou autres détection de présence sur les réseaux sociaux, reconnaissance et identification en particulier dans les véhicules, recueil des données sur les équipements informatiques individuels, équipements individuels (matériaux, textiles, fibres, tissus et accessoires), drone à vision diurne et nocturne et anti-drone, robotique, gestion des crises.

⁽¹⁵⁾NDLR: L'ANSM décrit la préparation des "vaccins" à matériel génétique manipulé comme suit :

- ARNm : L'ARNm qui contient le gène de la protéine Spike est synthétisé en laboratoire puis encapsulé dans des lipides pour lui permettre d'entrer dans la cellule sans être dégradé.
- Vecteur viral : En laboratoire, le gène comportant les instructions pour la synthèse de la protéine spike est ajouté à l'ADN du vecteur viral [dans certains cas, le vecteur viral peut même se répliquer

lui-même dans les cellules].
<https://ansm.sante.fr/dossiers-thematiques/covid-19-vaccins/covid-19-vaccins-autorises>

⁽¹⁶⁾ Comité consultatif commun d'éthique INRAE-Cirad-Ifremer-IRD, sur la modification génétique des animaux à l'épreuve de l'édition du génome. 04/11/2016

⁽¹⁷⁾NDLR: cf. *La Stratégie du choc - Montée d'un capitalisme du désastre*, Naomi KLEIN, éditions Actes Sud, avril 2008

- ● ● formatés et adaptés selon les besoins de l'informatique, des relations virtuelles, de la robotique et de l'IA. Les manipulations génétiques dorénavant acceptées depuis la crise du Covid-19 seront couramment utilisées en thérapie, et suggérées avec insistance pour l'amélioration des performances aussi bien des sportifs, des étudiants, que des travailleurs en raison d'une concurrence toujours plus âpre pour l'accès aux emplois gratifiants. L'adoption et le maintien d'un comportement conforme sera contrôlé et surveillé d'une manière comparable aux règles morales, imposées par le puritanisme religieux aux États-Unis aux XVIII^e et XIX^e siècle, ou par le nationalisme soviétique au XX^e siècle. La lutte contre l'imprévisibilité des réactions humaines, les réglementations liberticides, les incitations appuyées à la consommation, les récompenses et sanctions des comportements méritoires ou non selon les critères gouvernementaux, la vie sociale strictement réglementée selon les conditions propres aux contagions diverses et à la sécurité, le recours forcé aux outils informatiques pour la communication et l'information, formeront notre quotidien à brève échéance. La stratégie civilisationnelle sera basée sur la rentabilité des comportements et la financiarisation des décisions et orientations politiques.

L'isolement entre individus sera suggéré par une crainte inculquée envers la soi-disant faiblesse de notre constitution biologique et en raison de la prolifération accrue des virus issus d'origines diverses. Des libertés pourront être acquises en fonction de l'obéissance envers les thérapies géniques proposées. Le recours aux échanges virtuels sera largement encouragé comme preuve de civilité, en application des mesures de préservation de l'environnement et des ressources énergétiques.

POUR CONCLURE

Face à cette offensive du néolibéralisme, décidée à infantiliser les populations et à les réduire à des actrices de la consommation prônée par les

gouvernants à la solde des multinationales et des banques, l'évidence du besoin d'alternative politique et économique s'impose expressément. Vaut-il y avoir une réaction salutaire de ces populations pour échapper aux intentions belliqueuses et liberticides de la classe dirigeante? Malheureusement, rien n'est moins sûr compte tenu de la contamination par le syndrome de Stockholm et de la soumission similaire à celle de ces victimes de pervers narcissiques.

Pourtant, la solution pour échapper à ce destin dramatique, existe. L'Économie Distributive apparaît comme la voie la mieux appropriée pour résoudre et s'adapter aux problèmes auxquels l'humanité sera prochainement confrontée. Mais, les mesures préconisées par cette solution sont tellement révolutionnaires qu'elles se heurtent à l'épaisse couche de conditionnement des esprits, sorte de blindage rendu hermétique à toute remise en question des idées reçues.

Or, comme pour toute proposition nouvelle, d'un médicament par exemple, qui se propose de soigner efficacement une maladie, il serait tout à fait judicieux de réaliser un test d'Économie Distributive, ou plusieurs, au niveau de régions ou même de pays, afin d'en vérifier la faisabilité, l'efficacité et les bénéfices escomptés. Un bilan final permettrait d'en extraire des conclusions, d'y apporter des ajustements ou même d'envisager son abandon en cas d'infaisabilité.

Mais comment concrétiser ce projet pourtant nécessaire, quand il a suffi d'assister à l'interdiction d'essais de médicaments bon marché et connus, privilégiés par des médecins réputés pour soigner la pandémie de Covid-19? Il n'est donc pas judicieux d'attendre l'assentiment des gouvernants pour imposer une alternative économique⁽¹⁸⁾, tant ils sont obnubilés à servir les intérêts de la bourgeoisie néolibérale.

François CHATEL

⁽¹⁸⁾NDLR: La monnaie capitaliste ne serait-elle pas la plus grande arme de destruction massive actuellement utilisée? Une monnaie de consommation telle que préconisée en économie distributive, limiterait grandement la corruption et les capacités de nuisance psychopatique.

Suite à la publication de l'article de François Chatel, "Socialisme sans issue" dans notre dernier numéro, Guy Gourevitch a émis quelques commentaires.

Merci pour cet article. Il permet de poser des problèmes de fond. Je n'ai pas tout à fait la même analyse:

1/ Il ne faut pas se tromper d'adversaire. L'adversaire, ce ne sont pas les "intellectuels socialistes", voire même des ringards staliniens, sans qui on aurait jamais fait avancer deux ou trois

brouilles comme l'éducation obligatoire et gratuite, les congés payés et les 40 heures, sans compter le droit du travail. Mais ce n'est pas le principal.

L'adversaire d'aujourd'hui comme d'hier, c'est l'ultra libéralisme, grâce auquel M. Bezos s'envoie en l'air (dans l'espace plutôt) à coups de milliards tirés de l'exploitation des salariés, des consommateurs et de sa fraude aux impôts sur les sociétés, alors que les gosses d'Haïti crèvent de misère et de crasse.

Les cadres et la classe moyenne ne sont pas non plus l'adversaire. C'est la seule classe qui paie ses impôts, c'est-à-dire qui permet à l'État de faire (mal, il est vrai) son boulot: 40% des français ne paient pas d'impôt et les 5% les plus riches non plus, mais pour d'autres raisons.

Je ne taperai donc pas trop sur cette malheureuse classe moyenne, qui est bien utile quand on en a besoin pour financer les dépenses publiques.

L'adversaire n'est pas non plus la technologie; comme tout outil, il peut être utilisé pour le bien commun ou pas: on peut trouver un vaccin en moins d'un an, on sait aussi faire des armes biologiques. On utilise la technologie nucléaire pour faire des IRM et la bombe. Le numérique permet de faire des visios virtuelles, donc de diminuer les transports aériens, mais on peut utiliser la reconnaissance faciale pour garder la main sur la population, comme tu le dis très bien. La 5G ou l'IA ne sont pas le problème, mais à quoi, et qui, les utilise.

2/ La théorie du grand soir est obsolète, et pour 2 raisons.

À force de l'attendre depuis un bon siècle, on a laissé se développer une finance envahissante et la destruction de la planète pour des raisons de profit.

D'ailleurs, je ne connais pas de soulèvements, même massifs, de populations exploitées, sans une rapide reprise en main par des dictateurs ou des voyous: en Russie, en Chine, et plus près de nous dans les pays arabes des années 2010.

Et puis le problème n'est plus là: le grand soir, c'est le rapport du GIEC. C'est sous la force des événements, et non sous celle d'une classe d'humains, que les choses pourraient vraiment bouger.

C'est lorsqu'en 2030 ou avant, des domaines entiers de la planète ne seront plus vivables[...]. Là, tu vois, il pourrait y avoir quelques changements dans nos sociétés. Mais uniquement par la force des choses. Et encore ...

Amicalement, Guy.

• **TARIFS D'ABONNEMENT (11 NUMÉROS)**

France, régime intérieur pour la Poste27 €
(soutien: + 18 €, pour chaque exemplaire en plus, livré pendant 11 numéros)

DOM30 €
TOM32 €

Régime international, suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014:

Zone 1 (Bénélux, Espagne, R-U, Suisse, ...).....32 €
Zone 2 (Autres pays européens).....32 €
Zone 3 (Canada, États-Unis,...).....34 €
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...).....34 €

• **RÈGLEMENTS**

Par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de:

La Grande Relève

et envoyé au :

**88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet
France**

Par virement bancaire:

N° de compte à la Banque Postale: 1340239M020
IBAN: FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC: PSSTFRPPPAR

Je prolonge mon abonnement à *La Grande Relève* pour série(s) de 11 numéros.

Je m'abonne à exemplaire(s) à partir du N°

Je commande les ouvrages suivants (Titre × nombre d'exemplaires):

.....
.....

Voici comment rédiger mon adresse (merci d'écrire en majuscules bien lisibles):

M. ou Mme PRÉNOM, NOM:

IMMEUBLE (éventuellement):

N° et VOIE:

CODE POSTAL ET COMMUNE:

PAYS:

J'envoie la somme de: euros.

Par chèque N° préciser la banque:

Par virement bancaire.

Date :

Signature :

CE QUE NOUS PROPOSONS

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Pour cela, il faut que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas pour qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens, qui décident démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (3 €).
Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site Internet.

• LES AFRANCHIS DE L'AN 2000

Un roman de M.-L. Duboin qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé, disponible au format électronique sur notre site Internet).



• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?



L'étude, par M.-L. Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13 €).

• D'ANCIENS NUMÉROS

sont disponibles (3 € chacun).

*Tous les prix indiqués sont franco de port.
Bon de commande au dos de cette page.*

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction, mise en pages: Y. GRELIER

Rédaction: les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture.

Imprimé par média graphic

(SCOP labélisée Imprim'Vert, impression avec encre végétale, papiers FSC ou PEFC)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot – 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site Internet : www.economiedistributive.fr

Tarifs et bulletin d'abonnement au dos de cette page.